

Suppressions d'emploi : les finances publiques en grève



Les personnels de la Direction Générale des Finances Publiques sont en grève ce jeudi. En Haute-Loire, près de 90 emplois ont été supprimés en 10 ans, soit environ 20 % de l'effectif atiligérien. Cinq autres suppressions sont programmées pour 2012.

C'est la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) qui est pointée du doigt par les organisations syndicales FODGFIP, Union Sud-Solidaires et CGT FIP de Haute-Loire ce jeudi. Elles estiment que cette dernière est *"responsable d'un bilan accablant pour les services départementaux"* car si la Haute-Loire a perdu 90 emplois en 10 ans, l'équivalent de 20 % de son effectif départemental, le bilan au plan national n'est guère plus rassurant : 2441 emplois menacés pour 2012 et déjà 25 000 emplois supprimés en 10 ans, soit deux départs à la retraite sur trois qui n'ont pas été remplacés.

Incapable d'assurer sa mission de service public

A l'instar de l'Education Nationale, l'équation est simple dans cette autre branche de la fonction publique : les effectifs sont sabrés et les objectifs demeurent les mêmes, devenant ainsi *"irréalisables"* pour le personnel. *"Les situations de sous-effectifs touchent tous les services et à l'insuffisance d'emplois se conjugue l'augmentation corrélative des charges de travail, assurent les syndicats, partout les personnels sont au bord de la rupture, dans un état de fatigue et de stress tel qu'ils ne peuvent plus assurer le service public d'une manière correcte"*.

Jean-Pierre Coffy, secrétaire départemental de la section Force Ouvrière DGFIP de la Haute-Loire, assure que la situation des finances publiques atteint un seuil critique où les personnels sont à bout et la mission de service public impossible à assurer.

Des structures regroupés et des usagers pénalisés

Pour tenter de faire face au manque de moyens humains, l'administration prépare des regroupements de structures : les trésoreries de Cayres et Pradelles devraient être fusionnées comme celles du Monastier et de Fay-sur-Lignon dès 2012. D'autres regroupements devraient avoir lieu dans les années à venir, *"notre direction ne le nie pas"*, certifie Jean-Pierre Coffy.

C'est donc bien, outre les suppressions d'emplois, la détérioration de la qualité du service rendu qui est remise en cause : *"le résultat ne s'est pas fait attendre pour les usagers, particuliers, entreprises et élus locaux : allongement des files d'attente, standards téléphoniques saturés, retards dans le traitement des dossiers, etc..."*, témoignent les représentants syndicaux. L'un d'eux, Georges Trescarte, secrétaire de la section CGT FIP 43, ajoute : *"si on continue à fermer les services publics et les sites où l'on est présent comme on le fait depuis déjà plusieurs années, le citoyen n'aura plus la possibilité d'avoir le service qu'il est en droit d'attendre par rapport aux impôts qu'il paye"*.

"Victimes de la privatisation"

Suite à sa demande, le personnel en grève a été reçu par la direction. Gérald Quintin a ainsi écouté leurs revendications avant de les transmettre à la direction générale des finances publiques à Bercy. Ces dernières comprennent :

- l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois
- le maintien et le rétablissement des emplois supprimés nécessaires à la réalisation de toutes les missions de service public qui leur sont confiées
- l'arrêt des réformes des restructurations-fermetures de sites, et des redéploiements.

Le secrétaire départemental de la section Force Ouvrière DGFIP de la Haute-Loire ne se fait cependant guère d'illusions et conclut : *"il ne faut pas se leurrer, on a peu d'espoir. Pour être entendu, il faudrait probablement un mouvement général de la fonction publique avec une grève reconductible. Même si l'on n'est pas très médiatisés, nous sommes l'une des branches les plus touchées par les suppressions d'emploi, victimes de la privatisation et de la volonté toujours croissante d'externaliser les missions de service public"*.

Maxime Pitavy

32,5 % de grévistes en Haute-Loire

En Haute-Loire, le mouvement a été relativement bien suivi puisque le taux de gréviste atteint 32,5 % avec cinq sites fermés au public. 28 % du personnel de la filière Gestion Publique était en grève ce jeudi, dont 34 % dans les trésoreries du territoire et 8 % à la direction départementale des finances publiques. Pour la filière fiscale, le taux de gréviste est de 36 %.

Les agents de la DDFIP en grève aujourd'hui



Manifestation des agents de la DDFIP au Puy-en-Velay

Répondant à un appel national, les agents de la DDFIP (direction départementale des finances publiques) de Haute-Loire sont en grève aujourd'hui. Ils protestent contre les suppressions d'emploi dans leur service, du fait notamment de la RGPP (Révision générale des politiques publiques). Selon les syndicats, dans le département, 85 emplois ont déjà été supprimés depuis 2000. Et cinq autres devraient l'être en 2012. Ils craignent que ces mesures ne conduisent à la fermeture ou au regroupement des trésoreries de Cayres, Pradelles, le Monsatier-sur-Gazeille, Fay-sur-Lignon ou Paulhaguet.